

**N° 4464<sup>1</sup>****CHAMBRE DES DEPUTES**

Session ordinaire 1998-1999

---

**PROJET DE LOI**

portant

- **création et organisation de la profession de géomètre officiel;**
- **création d'un ordre luxembourgeois des géomètres;**
- **modification de la loi modifiée du 21 juin 1973 portant organisation du cadastre et de la topographie;**
- **modification de la loi du 19 mars 1988 sur la publicité foncière en matière de copropriété**

\* \* \*

**AVIS DE LA CHAMBRE D'AGRICULTURE****DEPECHE DU PRESIDENT DE LA CHAMBRE D'AGRICULTURE  
AU MINISTRE DU BUDGET**

(16.10.1998)

Monsieur le Ministre,

La Chambre d'Agriculture a analysé le projet de loi sous rubrique en sa réunion plénière du 10 septembre 1998.

Le projet de loi sous examen propose une réforme de l'administration du cadastre et de la topographie et la création de la profession de géomètre officiel qui peut exercer ses fonctions soit à titre de fonctionnaire d'Etat soit à titre d'indépendant ce qui conduira à la création de bureaux privés de géomètres.

D'après la législation actuellement en vigueur, tous les mesurages à caractère officiel relèvent de la compétence exclusive des géomètres diplômés et agréés par l'Etat et qui travaillent soit en tant que fonctionnaires auprès de l'Etat ou de certaines Communes ou comme agents des Chemins de Fer Luxembourgeois.

Par la nature même de son facteur de production essentiel qui est la terre, l'agriculteur fait régulièrement appel à l'administration du cadastre et de la topographie pour effectuer des mesurages dans le cadre d'échanges de parties de parcelles.

Dans ce cadre, l'Etat a rendu jusqu'à présent un service à la pleine satisfaction de nos ressortissants.

Sous le regard de la législation proposée, la Chambre d'Agriculture craint que tôt ou tard, les services de mesurage effectués à la demande de particuliers ne seront plus réalisés par l'administration du cadastre et de la topographie mais par des géomètres officiels indépendants ce qui conduira à une forte augmentation des frais en relation avec le mesurage.

Il suffit déjà de voir la proposition des tarifs à l'article 63 du présent projet de loi. Cet article a pour but de modifier les articles 1 à 9 de la loi modifiée du 21 juin 1973 portant organisation du cadastre et de la topographie. Bien que la fixation des tarifs fait, d'après l'article 8 de la loi mentionnée, l'objet d'un règlement grand-ducal, le projet de loi fixe les limites supérieures et inférieures dans lesquelles ces tarifs vont se situer. Cela veut dire que le coût des travaux de mesurage va augmenter entre 300% et 400%.

La Chambre d'Agriculture tient à rappeler que l'agriculture se trouve actuellement dans une phase où le seul moyen d'agir pour améliorer la rentabilité de la production est la réduction des coûts de production. Or les exploitations agricoles sont de plus en plus confrontées à une augmentation de coûts engen-

drée par des mesures gouvernementales. L'accumulation de ces mesures qui ont pour effet d'augmenter les coûts de production n'est certainement pas à inscrire dans le cadre du développement de l'esprit d'entrepreneuriat encouragé par le Gouvernement.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de notre plus haute considération.

*Le Secrétaire général,*  
Robert LEY

*Le Président,*  
Marco GAASCH